



**2019
2020**

Rapport d'activités

Centre international d'études pour le développement local

Sommaire

Edito	3
Le CIEDEL	4
Réseaux et partenariats	6
Activités	8
La formation	8
La recherche et production intellectuelle	18
Les accompagnements long terme aux territoires	22
Les expertises et appuis	26
Carte des activités	34
Perspectives.....	35

Une année universitaire 2019-20 marquée par la Covid 19

Quand nous nous sommes lancés dans une nouvelle année universitaire en septembre 2019, nous ne savions pas encore qu'une pandémie mondiale nous attendrait au tournant de la décennie. Que nous devrions travailler énormément à distance la majorité du printemps (mars, avril, mai) et que les professionnels en formation au CIEDEL devraient s'adapter à une nouvelle forme de formation (voir p. 11).

Nous avons pourtant « *préparé le terrain* » en faisant accélérer un chantier interne d'évolution dans l'utilisation du numérique - avec notamment l'accueil d'une bénévole qui nous a accompagné sur ces questions.

Nous avons aussi commencé à préparer nos étudiants, en offrant un renforcement - certes trop court - aux outils informatiques et numériques, faisant le constat que cette compétence était de plus en plus indispensable sur tous les territoires, à mesure que les outils numériques et mobiles imprègnent la vie de nos sociétés.

Nous avons pris l'habitude de travailler, entre deux missions, à distance avec nos partenaires du Sud ou, moins lointains, à Paris ou dans les régions françaises. Et de faire de même avec le Réseau des Praticiens du Développement, notre réseau d'anciens étudiants.

Pourtant, malgré tout cela nous avons été surpris. Et dans cette surprise, dans les remises en question qui l'accompagnent, nous avons aussi identifié que la solidité des relations avec nos partenaires, la solidité des relations aussi des territoires entre eux, était très importante pour que le développement dépasse le temps des *projets* pour celui des *dynamiques collectives*, des *dynamiques de territoires* alimentées en continu par les relations qui se tissent avec les acteurs d'autres territoires.

Nous espérons donc que cette année particulière fera progresser les idées que le CIEDEL porte avec ses partenaires, sous différentes formes, et que cela contribuera à « *alléger* » les dramatiques bilans humains, sociaux et économiques de cette crise.

L'équipe du CIEDEL

Le CIEDEL, centre international d'études en développement local

Le CIEDEL est un institut universitaire et professionnel de formation et d'appui aux acteurs du développement local, territorial, et de la solidarité internationale. Le CIEDEL est institut associé à l'Université Catholique de Lyon et se positionne comme un pont entre les mondes universitaires et professionnels.

Le CIEDEL s'inscrit dans la recherche d'un monde plus juste où le développement est conçu comme participant à l'épanouissement humain. La mesure des améliorations est ainsi autant qualitative que quantitative, matérielle ou économique.

Par ses activités de formations, de recherches, d'études, de conseils et de mise en œuvre de projets, le CIEDEL contribue à l'amélioration des relations sociales et des systèmes de gouvernance. Il travaille étroitement avec les acteurs du développement local, que ce soit les collectivités territoriales, les organisations de la société civile, les acteurs économiques et les institutions publiques, tant en France qu'en Europe et à l'international.

Installé à Lyon, en Région Auvergne-Rhône-Alpes, le CIEDEL articule des actions aux niveaux local, régional, national et international, qui s'adressent à celles et ceux qui sont intéressés par la recherche de nouvelles options de développement.

Conseil d'administration

Au 30/09/2020

Président

Mamadou KEITA, *Urbaniste et enseignant-chercheur, Directeur de Delta-C (Mali)*

Vice Président

Olivier ARTUS, *Recteur de l'Université Catholique de Lyon (France)*

Secrétaire

Marc NOAILLY, *retraité de la fonction publique territoriale (France)*

Trésorier

Bernard HUSSON, *retraité de l'enseignement (France)*

Membres

Michel CANNARSA, *Doyen, Enseignant universitaire, de la Faculté de Sciences juridiques, politiques et sociales à l'UCLy (France)*

Julien PUISSANT, *Chargé de mission à RESACOOOP (France)*

Pascale VINCENT, *Chargée de mission et de formation au CIEDEL (France)*

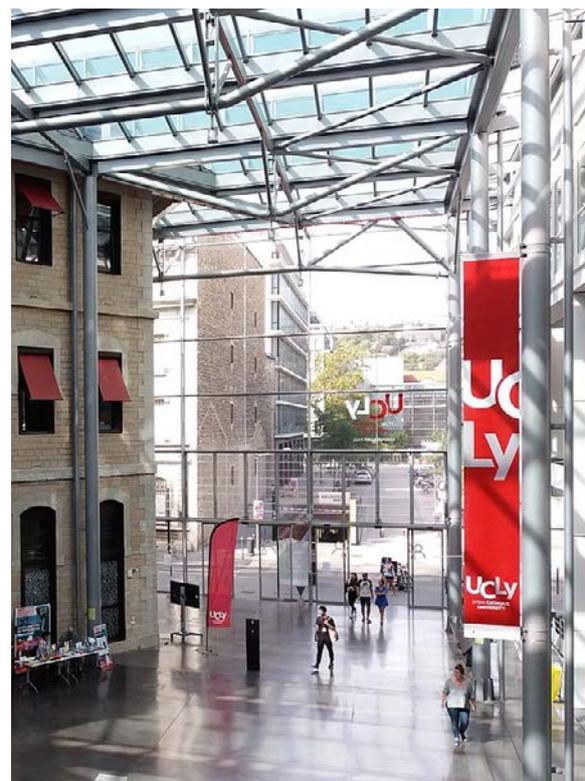
Olivier FRANCOIS, *Chef de service chez CHRS RIBOUD (France)*

Reiye GANDZOUNOU, *Responsable du département Politiques sociales et citoyennetés du GRET (France)*

Riyad HARRATH, *Directeur du Valdocco Grand Lyon d(France)*

Franck VIOLET, *Directeur du Service des Relations Internationales UCLy (France)*

Abdallah SAAF, *Directeur du CERSS (Maroc)*



Le CIEDEL a 30 ans !

En 2020, le CIEDEL a fêté ses 30 ans d'existence. Issu de l'Institut Social de Lyon créé en 1944, le CIEDEL a formé plus de 1500 professionnels à Lyon, et renforcé des centaines d'organisations, dynamiques et projets de développement et territoires dans plus de 60 pays depuis sa création.

Pour ses 30 ans, le CIEDEL a proposé un travail autour de l'évolution des formations en développement à Lyon et en région Auvergne-Rhône-Alpes, avec l'appui de ses partenaires (Région Auvergne-Rhône-Alpes, Métropole de Lyon, Cap Rural,...). L'objectif de ce travail est de permettre de mettre en valeur les personnes formées au CIEDEL et de réfléchir collectivement sur l'avenir des formations en développement local.

La pandémie de la Covid 19 n'a pas permis d'assurer l'ensemble des événements prévus au premier semestre 2020, en présentiel. Une reprogrammation est prévue pour 2021.

Des contenus vidéos et événements à distance ont néanmoins été proposées en 2020 :

- Une série de vidéos mettant en valeur des fondamentaux du CIEDEL et de ses formations ;
- Une série de vidéos valorisant les parcours de professionnels formés au CIEDEL ;
- Une conférence filmée et une web-conférence mettant l'accent sur des évolutions importantes du travail en développement local.

Ces contenus sont rassemblés sur le site internet du CIEDEL, accessibles au lien suivant :

<https://www.ciedel.org/30-ans-du-ciedel/>



L'équipe salariée

Le CIEDEL s'appuie sur une équipe polyvalente pour mener à bien ses missions.

Chargés de mission et formation

Christophe Mestre (Directeur),
Corinne Lajarge (Directrice des Études),
Ana Maria Oliveira,
Pascale Vincent,
Peter Szerb
Audrey Llopis

Administration, RH, comptabilité

Emmanuel Vivien (Responsable)
Eric Herrscher

Communication, accueil

Catherine Yon (assistante de formation)
Gaël Belsoeur (chargé de communication et chargé d'animation du Réseau des alumni)

<https://www.ciedel.org/lassociation/notre-equipe/>

Ils nous ont rejoint en 2019-20

Audrey Llopis

En mars 2020, Audrey LLOPIS a rejoint l'équipe du CIEDEL, au poste de chargée de mission et de formation.

Marine Dhont

Marine Dhont a rejoint l'équipe du CIEDEL comme bénévole chargée de mission numérique pour accompagner l'équipe autour du numérique en septembre 2019.

Laura Reyes

Laura Reyes a rejoint l'équipe pour un stage de 6 mois et a contribué au travail prospectif du CIEDEL sur l'évolution des métiers du développement et des formations.

Louis Pottier

Louis Pottier a effectué un stage de 6 mois autour de la recherche sur l'internationalisation des villes et des territoires, et a contribué à préparer et opérationnaliser les diagnostics d'internationalisation des territoires.

Réseaux et relations institutionnelles

Le CIEDEL est investi dans la gouvernance de plusieurs réseaux, dans lequel il développe aussi des relations de travail et des activités (multilatérales ou bilatérales).



Réseau International Profadel

La coordination est assurée par Arnaldo Serna de Escuela para el desarrollo. Le réseau a continué ses activités principalement autour d'échanges bilatéraux, et d'un travail collectif sur la formation à distance et l'usage des outils numériques :

- Échanges d'enseignants (interventions du CIEDEL à Escuela para el desarrollo et DELTA C, interventions de l'IRFODEL au CIEDEL...)
- Développement des collaborations sur des projets (CCI et CIEDEL sur la formation des élus libyens par exemple), ou des prestations (Évaluation au Togo entre IRFODEL et CIEDEL par exemple).



GIP Resacoop

Le CIEDEL a continué à assurer la vice-présidence du GIP Resacoop en 2019-20. Le CIEDEL met à disposition du GIP Resacoop 5 salariés.

Le CIEDEL et Resacoop étaient par ailleurs engagés sur le projet multi-acteurs PAGEDS 1% Déchets (voir p.24).



Réseau des praticiens du développement local

Le Réseau compte plus de 1500 membres dans 60 pays, composé d'anciens étudiants au CIEDEL. La majorité des activités prévues en présentiel pour le Réseau en 2019-20 (notamment un Atelier du Réseau) ont dû être repoussées du fait de la crise sanitaire. Des activités à distance puis présentiel doivent être relancées à partir de fin 2020.



Groupe Initiatives

En 2019-20 plusieurs membres du Groupe Initiatives, dont le CIEDEL, se sont impliqués dans un projet collectif autour de la zone des 3 frontières, et autour du projet multi-acteurs PAGEDS 1% Déchets. Les groupes métiers ont aussi permis des échanges entre équipe (groupe Administration, groupe Communication...) en plus des temps de construction institutionnels.



Groupement d'Intérêt Scientifique
Pour l'Étude de la Mondialisation et du Développement

GEMDEV

Le CIEDEL a exercé son rôle de membre du Conseil d'Administration et du Comité de Direction du Gemdev



Ressources pour
le développement local

Cap Rural

Le CIEDEL a exercé son rôle au sein de la Commission Cap Rural. En parallèle, le chantier sur l'innovation sociale et territoriale se poursuit (avec des formations, voir p.15) et le CIEDEL et Cap Rural travaillent à un approfondissement des travaux sur l'innovation et sur la capitalisation d'expériences.



Évaluer • Échanger • Éclairer

F3E

Le CIEDEL a continué à exercer son rôle de membre du Conseil d'Administration du F3E. Une étude d'impact de la formation du CIEDEL a aussi été lancée avec l'appui du F3E.

Labo Cités

Le CIEDEL collabore avec LaboCités dans les réflexions sur le développement local. Cela se concrétise notamment depuis plusieurs années avec l'organisation journées de l'ingénierie territoriale avec Cap Rural et Aradel (6ème édition en 2019), voir p.20.



Université Catholique de Lyon

Le CIEDEL a collaboré avec plusieurs instituts de l'Université (Institut des Droits de l'Homme de Lyon, ESDES, ...) et participé à la gouvernance de l'Université, dont il est membre associé.

Nouveaux partenariats :



Institut de l'Engagement

Le CIEDEL a conclu en juin 2020 une convention de partenariat avec l'Institut de l'Engagement, afin de faciliter, pour les lauréats de l'Institut, les passerelles entre leur parcours d'engagement et une formation au CIEDEL qui leur permette d'affiner ou de renforcer leur projet professionnel et d'engagement.

Le partenariat inclut aussi des perspectives de travail en commun autour du lien formation-engagement.

RAFODE

Le CIEDEL a conclu en juillet 2020 une convention d'un an (renouvelable) avec le RAFODE, structure basée au Sénégal et favorisant notamment l'orientation vers des cycles de formation de professionnels et de jeunes en formation initiale.

Le partenariat a pour but de faciliter le montage de dossiers de candidatures pour les formations du CIEDEL.

Partenariats

Partenariats autour de la formation

Le CIEDEL a maintenu ses partenariats avec ses partenaires financiers autour de la formation :

- La Région Auvergne-Rhône-Alpes, engagée dans le soutien aux dispositifs de bourses depuis plusieurs années ;
- La Fondation de France, à travers la Fondation Générations Solidaires ;
- Les groupes Peuples Solidaires locaux (ActionAid) de Francheville et Caluire, qui ont par ailleurs prolongé leur appui à des étudiants bloqués en France pendant l'été ;
- La Métropole et la Ville de Lyon qui ont apporté un soutien exceptionnel au titre de l'appui au séjour des étudiants bloqués en France pendant l'été ;
- La Fondation Saint-Irénée, engagée sur l'appui au Diplôme Universitaire Développement Local - Droits Humains et la venue en formation de formateurs du centre Anaphora (Egypte)

Les relations avec ces partenaires dépassaient en



2019-20 le cadre financier (comme les années précédentes), avec par exemple un engagement de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et de la Métropole de Lyon dans le comité de pilotage et le financement des recherches sur l'Internationalisation des Villes et des Territoires, une implication d'étudiants du CIEDEL lors du Festival des Solidarités à Lyon, ou encore l'organisation d'un ciné-débat avec Peuples Solidaires ActionAid dans le cadre du festival Alimentterre (à l'Université Catholique de Lyon).

Le CIEDEL a aussi bénéficié de la participation de nombreux professionnels aux jurys de fin d'études et de l'engagement de partenaires locaux pour faire des liens avec les étudiants pendant le confinement (MEAE, Ville de Saint Etienne, Région Auvergne Rhône-Alpes, groupe Les Amis de la Vie, ...).

La Formation

La formation des professionnels du développement local est au cœur des dynamiques de changement des pratiques de développement sur le moyen et long terme, et donc de l'action du CIEDEL.

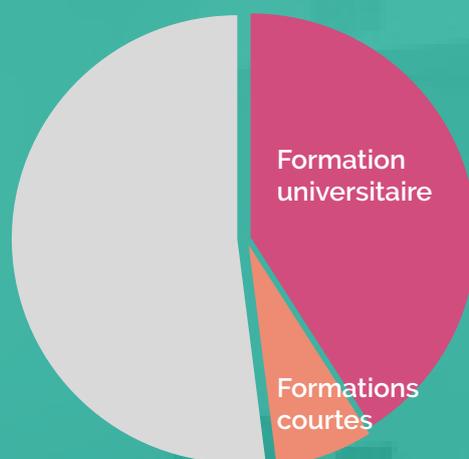
Le CIEDEL propose 4 types de formation :

- La formation universitaire et professionnelle diplômante ou certifiante
- La formation professionnelle qualifiante, sous forme de modules courts
- Les parcours certifiants en VAE (Validation des Acquis de l'Expérience)
- La formation sur mesure pour les organisations et les territoires

Les formations universitaires et professionnelles sont désormais ouvertes aux professionnels mais aussi aux étudiants en formation initiale engagés dans la société, ce qui augmente la diversité des participants.

La formation, cœur d'activité du CIEDEL

En 2019-20, les activités de formation ont représenté 48% de l'activité du CIEDEL* (41% pour la formation universitaire et 7% pour la formation sur mesure pour les organisations).



Il est à noter que les activités de formation intégrées dans des dispositifs d'appui plus larges ne sont pas comptabilisées dans ces 48%.

**(hors mise à disposition de salariés au GIP RESACOOP)*

Partenaires financiers de la formation en 2019-20



Les chiffres de la formation universitaire

3

3
cours de formation
diplômants ou
certifiants

44

44
professionnels
formés

dont

33

33
professionnels
en formation
diplômante
RNCP 7 : 24

Diplôme Universitaire : 9

16

16
Bénéficiaires d'une
bourse d'études CIEDEL
dont 5 en formation
sur 2 années

RNCP Niveau 7

Expert en Ingénierie de Développement Local

24 (même nombre d'inscrits qu'en 2018-19).

Les professionnels suivant la formation d'Expert en Ingénierie de Développement Local ont obtenu un diplôme Bac +5 renommé RNCP 7 (auparavant RNCP Niveau 1) en lien avec la réforme de la formation professionnelle.

La promotion 2019-20 doit être saluée pour avoir fini la formation à distance (*voir page 11*), tous comme l'équipe du CIEDEL qui s'est adaptée rapidement : l'ensemble des temps de formation ont été maintenus et adaptés pour conserver les bases de la pédagogie de formation pour adultes. Cela a néanmoins demandé un effort et un important travail de préparation à l'équipe de formation et aux équipes supports.

Le CIEDEL a pu s'appuyer toute l'année (à partir de septembre 2019) sur le soutien d'une bénévole investie auprès de l'équipe sur l'accompagnement du changement et le développement des pratiques numériques, ce qui a facilité le passage à la formation à distance.

Le service informatique de l'Université Catholique de Lyon, et le service d'appui à la pédagogie numérique (Capea) ont aussi facilité la transition en mettant à disposition outils et différentes modalités de formation.

Les participants à la formation d'Expert en Ingénierie de Développement Local ont, malgré cette année perturbée, pu effectuer deux stages collectifs sur le terrain :

- un stage autour du diagnostic des stratégies d'acteurs à Briançon, sur l'insertion des migrants qui restent sur le territoire après avoir franchi les Alpes. Le stage a permis à quelques participants de franchir en voiture le col de l'Isoard enneigé ;
- un stage d'évaluation à Die, dans le Diois. Les participants ont évalué l'espace social et culturel du Diois avant de finir leur rapport de stage à distance pour cause de confinement.

« Une promotion assez mixte avec 8 femmes et 11 hommes en début d'année. Parmi les professionnels, une proportion importante travaillait directement avec des publics en précarité, par exemple dans des centres sociaux. Tous les participants ont eu leur diplôme à l'issue des exposés de repositionnement professionnel, malgré une fin d'année marquée par le confinement ! »

Corinne Lajarge, Directrice des Études

Diplôme Universitaire

Développement Local

Droits Humains

9 inscrits (+ 3 inscrits par rapport à 2018-19)

Le diplôme universitaire développement local - droits humains, développé avec l'Institut des Droits de l'Homme de Lyon à partir de l'expérience menée pendant plusieurs années au centre Anafora, en Égypte, continue de progresser pour la 3ème année. Nous souhaitons féliciter ici tous les participants ayant fini avec succès leur formation, en s'adaptant aux modalités de formations à distance (*voir page suivante*).

Parmi les diplômés, deux ont choisi de continuer leur formation au CIEDEL, pour le RNCP 7 en développement local. Les participants au DU partagent une partie de leurs temps de formation avec les participants du RNCP d'Expert en Ingénierie de Développement Local, contribuant à la mixité des publics, mais aussi à des « *passerelles* » entre les deux parcours.

Une réflexion a été entamée autour de la possibilité de faire évoluer le diplôme universitaire en diplôme RNCP 7 (Bac +5) et devrait être poursuivie en 2020-21.

Diplôme Universitaire et formations courtes

Citoyenneté et Territoires

Diplôme Universitaire non délivré en 2019-20,
15 participants aux modules sur le projet de société et la gouvernance

Le CIEDEL propose depuis 2018 des modules de formation autour de la citoyenneté en juin : l'un autour de la construction d'un projet collectif sur les territoires, l'autre autour de la gouvernance locale.

Adossé à un référentiel de compétences construit et partagé au sein du Réseau international PROFADEL, ces formations font aussi partie d'un diplôme universitaire « *citoyenneté et territoires* » qui n'a pas été ouvert en 2019-20.

Formations courtes

Modules de formation qualifiants

11 participants (-25 modulaires par rapport à 2018-19)

La formation courte modulaire a souffert de la crise de la Covid 19, qui a rendu presque impossible la formation modulaire sur la deuxième moitié d'année universitaire (2021) en raison des incertitudes sur la sortie de crise. La seconde moitié d'année est habituellement la plus « *propice* » pour la formation qualifiante avec des modules souvent demandés (gestion de projet, évaluation, capitalisation des expériences, gestion des organisations...).

Le CIEDEL a fait le choix de se concentrer sur la continuité de la formation pour les personnes engagées dans des formations diplômantes, d'où un faible nombre d'inscrits pour les formations courtes en 2019-20. Le retour à la normale n'est pas anticipé avant 2021-22.

La formation à distance

En 2020, le CIEDEL s'est adapté à la crise sanitaire liée à l'épidémie de coronavirus en proposant ses formations en 100% distanciel sur les mois de mars, avril et mai. La continuité de la formation a été assurée par l'équipe pédagogique, sans interruption de formation.

L'équipe a fait le choix de garder de nombreux temps « *synchrones* » (équivalent du présentiel) pour entretenir la dynamique de groupe et permettre de continuer à s'appuyer sur les partages d'expériences des participants aux formations. Le dispositif comprenait donc :

- Des temps de regroupement collectifs quotidiens, en visioconférence (Lifesize puis Teams) ;
- Des temps de travail de groupe, en visioconférence, à l'aide de salles virtuelles créées par les formateurs et disponibles 24h/24h pour les participants (Lifesize puis Teams) ;
- Des contenus de fond mis à disposition des participants sur une plateforme de formation à distance (Moodle).

L'accompagnement individuel a aussi été renforcé *via* le tutorat (pour la pédagogie et l'accompagnement des étudiants dans le contexte de formation) et *via* la mise à disposition de temps des fonctions support (appui technique aux enseignants et aux étudiants, ...).

Un accompagnement financier a aussi été proposé, sous la forme d'aide à la connexion (pour ceux dont les connexions ou les forfaits n'étaient pas suffisants pour suivre la formation à distance), ou encore d'aide au séjour pendant l'été pour les personnes bloquées en France du fait de la situation sanitaire mondiale. Cet accompagnement a été facilité par l'appui à titre exceptionnel de partenaires du CIEDEL (Métropole de Lyon, groupes Peuples Solidaires notamment).

Témoignage de Charlotte sur la formation à distance

<https://drive.google.com/file/d/1Wdwq-mlggg-CqzJ5LYodxihY3uHb4RC3-/view>

Témoignage de David sur la formation à distance

https://drive.google.com/file/d/1NGLJPvrgFN-h46w_7Bcrc7pUpS3Kod1Fq/view

Charlotte

J'étais inquiète de tomber dans plus de théorie, mais on a eu beaucoup de partages d'expériences [...] L'ambiance a été bien conservée, on a gardé le côté interculturel malgré la distance. [...] Je suis impressionnée par la capacité d'adaptation du CIEDEL C'était bien de sa lancer vraiment et le distanciel va se développer.

Formateurs internationaux

Deux formateurs internationaux ont été mobilisés pour apporter leur angle de vue en formation et co-porter un module :

• **Parfait Randrianitovina** a rejoint l'équipe pour assurer en binôme le module sur la décentralisation <https://www.linkedin.com/in/parfait-randrianitovina-028274142/>

• **Kouassi Tagodoe**, a co-animé le module sur le développement économique local <https://www.linkedin.com/in/kouassi-tagodoe-022910118/>

Cette modalité de formation pourrait être facilitée par la mobilisation d'outils de formation à distance.

Évolution des formations

En 2019, le CIEDEL a lancé un chantier de renouvellement de son offre de formation. Plusieurs travaux complémentaires ont jalonné l'année 2020, visant à déposer à l'automne 2021 une nouvelle demande d'agrément de la formation au Registre National de la Certification Professionnelle. Laura Reyes, qui a effectué son stage au CIEDEL, a aidé l'équipe à poser les bases d'une réflexion documentée sur les enjeux du développement.

Pour contribuer à notre réflexion interne, et visibiliser les effets de la formation sur les étudiants passés par le CIEDEL, une étude d'impact a notamment été demandée à des consultants externes, qui rendront leur rapport début 2021.

Enfin, dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle de 2018, l'équipe a engagé le chantier autour de la qualité, visant à obtenir avant 2022 la certification Qualiopi, désormais obligatoire pour tous les centres de formation français.

Formation RNCP 7 Expert en Ingénierie de Développement Local à distance pendant le confinement lié à la Covid-19

<https://www.ciedel.org/formations-universitaires-professionnelles/covid-19-la-strategie-dadaptation-de-la-formation-du-ciedel-et-des-participants/>



> France

Préparation Mission SoliCity ESDES : 2 mois de bénévolat pour les étudiants en école de commerce

Dans le cadre de sa formation *Bachelor in Business*, l'ESDES Lyon Business School a mis en place depuis 2017 un programme permettant à ses étudiants de réaliser une mission humanitaire, sociale ou citoyenne bénévole de 2 mois, s'inscrivant dans leur cursus de formation. Cette mission a ensuite été intégrée au programme des étudiants de 1^{ère} année du cursus de formation Programme Grandes Ecoles (PGE).

Engagé dans la construction et l'animation du programme de préparation à cette mission depuis 2017, le CIEDEL a réalisé en 2019 et 2020 la préparation des étudiants Bachelor An 1 et 1^{ère} année PGE (cursus francophone, et cursus anglophone - publics français et internationaux).

Cette mission devant être terrain et bénévole, au contact direct des populations les moins favorisées, elle doit faciliter la connaissance des milieux engagés et leur rencontres, pour permettre des engagements sociétaux utiles.



Témoignage de participants au programme Solicity, après leur mission
https://www.youtube.com/watch?v=c129Vva5Y_c

> France

Formations universitaires dans le cadre de 4 masters

Le CIEDEL contribue à plusieurs formations universitaires à travers des contenus autour de la coopération décentralisée. En 2019-20, une partie de ces formations ont été données à distance en lien avec la fermeture des universités - ce qui a demandé des modifications dans les scénarios pédagogiques et contenus.

- **Master 2 GEPROCODAL, Sciences Po Lyon : 24h de formation sur les métiers de l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (AECT) et de la coopération décentralisée.** La formation vise à permettre aux participants d'appréhender les mécanismes de l'AECT et de la coopération décentralisée, de comprendre comment se construit et se met en œuvre un partenariat de coopération décentralisée, et d'identifier les métiers et réseaux agissant dans ce champ.
- **Master 2 DAH, Université Paris I Panthéon : 24 heures de formation sur l'Action extérieure des collectivités territoriales et la coopération décentralisée.** Le CIEDEL collabore depuis plus de 10 ans avec l'Université Paris I autour de cette formation, qui vise à analyser l'irruption des collectivités territoriales dans le champ des relations internationales, de situer la coopération décentralisée dans le champ de l'action extérieure des collectivités territoriales et de comprendre comment appuyer la mise en place d'une politique publique de coopération décentralisée centrée sur les enjeux des collectivités territoriales partenaires.
- **Master MEMED, Université Lyon 3 : 5 heures de cours introductif sur la coopération décentralisée**
- **Masters 1 Sciences Po Lyon : 24 heures de formation sur les Projets dans le cadre de l'Action extérieure des collectivités territoriales et la coopération décentralisée.** Les cours projets sont obligatoires pour les étudiants de 4^{ème} année de l'IEP de LYON qui choisissent un groupe thématique en fonction de leur orientation en M2. Le Ciedel assure le cours projet sur l'AECT et la coopération décentralisée qui permet aux étudiants, par groupe de 5, de répondre à l'Appel à projet de la Métropole de Lyon dans le domaine international, et de leur permettre de rencontrer des professionnels impliqués dans les thématiques qu'ils ont choisies. Pour valider ils soutiennent leur projet devant un ou une chargée de mission de la Métropole et une personne de l'équipe du GIP Resacoop.

> Libye

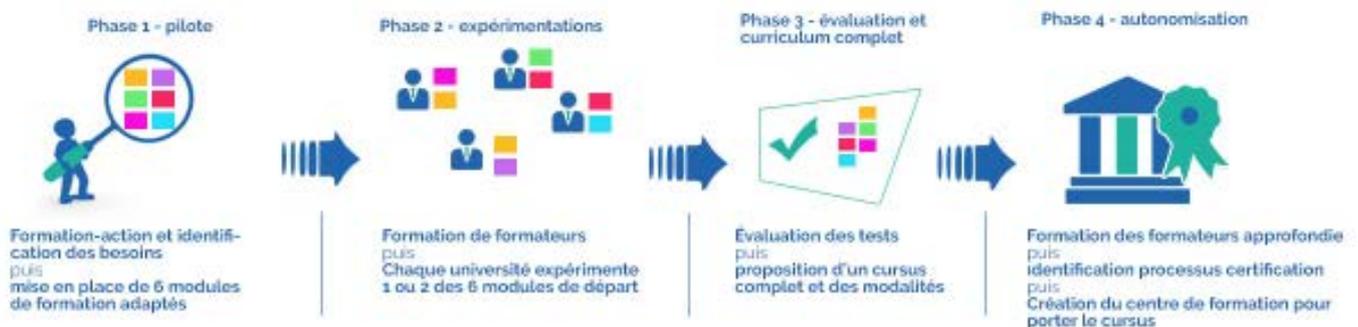
Mise en place d'un cursus de formation en direction des municipalités Libyennes

Depuis fin 2017, le Comité des Régions de l'Union Européenne s'est engagé pour la reconstruction de la Libye et pour appuyer la décentralisation émergente. La paix et le développement en Libye passent par la formation des élus, en première ligne de la (re) construction des services publics locaux. L'initiative de Nicosie, initiée par le Comité européen des Régions vise le renforcement des capacités des élus locaux libyens à travers la mise en place d'un processus de formation pérenne et ciblé sur les problématiques locales, en associant les universités libyennes. Les 3 principaux objectifs de cet appui sont :



- Mettre en place un cursus de formation « *permanent* » pour les autorités locales et leurs équipes, afin de permettre aux communes d'apporter des réponses opérationnelles à leurs habitants dans leurs domaines de compétence ;
- Renforcer les capacités des universités libyennes afin que ces dernières soient en capacité d'offrir une formation de qualité aux municipalités ;
- Sur le long terme, mettre en place un centre de formation d'appui à la décentralisation.

Les cursus de formation-action pilotes, la co-construction d'un parcours de formation pour les municipalités et la formation de formateurs avaient été réalisés en 2018. En 2019-2020, le CIEDEL a travaillé sur l'évaluation de cette phase pilote, et la finalisation du cursus de formation afin de pouvoir se tourner vers l'objectif de long terme.



> France

Web-Formation sur l'expérimentation au service de l'innovation dans le développement rural

Suite au développement commun de sessions de formation et de la parution de l'ouvrage sur l'innovation sociale et territoriale, Cap Rural a souhaité poursuivre sa collaboration avec le CIEDEL autour de l'innovation sociale et territoriale. L'objectif était d'élaborer des formations exploratoires sur l'expérimentation et le changement d'échelle de l'innovation. La formation est à destination d'élus, agents de développement, techniciens et tout acteur du développement local. Elle est organisée autour de chaque thème en 4 web-conférences de 2H chacune, soit 8 web-conférences.

Un premier cycle de 4 webconférences « *expérimenter pour inventer de nouvelles solutions* » a été proposé en 2019-20.



> France

Formation en évaluation de Artisans du Monde Villeurbanne

L'association locale Artisans du Monde Villeurbanne (AdM) a mis l'axe « *éducation* » (informer, sensibiliser, former, éduquer) au centre de sa stratégie d'action.

Afin d'améliorer son action, la commission éducation a pris l'initiative d'explorer le sujet de l'évaluation, en particulier pour réfléchir autour de l'impact des actions éducatives d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI).

Le CIEDEL a animé une formation-action pour développer des connaissances de base autour de l'évaluation avec les bénévoles d'AdM, et travailler sur les méthodes et outils d'évaluation adaptés aux actions et interventions éducatives de l'ECSI.

> Burkina Faso

Formation des élus et aux techniciens communaux sur l'exercice de la maîtrise d'ouvrage communale de l'eau

Depuis 2007 (date du transfert des compétences eau et assainissement aux communes), le CIEDEL est engagé dans l'appui à la maîtrise d'ouvrage communale autour de l'eau dans une vingtaine de communes au Burkina Faso (voir p. 23).

En 2019, l'ONEA (Office National de l'Eau et de l'Assainissement) a obtenu un financement de l'UE pour la mise en place d'un programme de formation visant le « *Renforcement des capacités des acteurs de l'eau et de l'assainissement* » et a confié au CIEDEL la conception et mise en œuvre de trois modules de formation, dont deux modules ont été mis en œuvre en 2019-20 en direction de 550 élus communaux et 250 techniciens :

- « *Mise en œuvre des compétences transférées aux municipalités en matière d'eau et d'assainissement et modalités pratiques* »,
- « *Les notions, principes et autres fondamentaux des services publics d'eau potable et d'assainissement* ».

Le CIEDEL a participé à la conception des modules en termes de contenu et de pédagogie (à partir de son expérience de terrain), participé à des sessions tests et à la finalisation des modules.

> France

Formation Travailler en mode projet

Cap Rural accompagne les acteurs du Développement rural et péri urbain dans la mise en œuvre de projets de territoire. Cap Rural souhaitait enrichir son offre de formations avec une formation ayant pour objet « *le travail en mode projet* ».

Cette proposition s'appuie sur le constat que les acteurs du Développement Local doivent s'adapter à de nouvelles façons de « *faire collectif* » et d'agir, tout en maîtrisant l'ingénierie de projet. La méthode de projet est au cœur des métiers agissant sur les dynamiques territoriales. Afin de garantir le sens des actions menées, il paraissait important pour les professionnels d'affiner, de vérifier, de compléter leurs outils et méthodes de travail.

Initialement prévue pour une journée en présentiel, cette formation s'est finalement déroulée en trois sessions : une d'une journée et deux autres sous la forme de deux webinaires. Elles avaient pour principaux objectifs de permettre aux participants de « *cerner ce qu'est un projet* » et de connaître les bases du travail en mode projet pour percevoir *comment* l'appliquer et l'adapter dans ses pratiques.

> France

Formation à la capitalisation des expériences

Le CCFD- Terre Solidaire souhaite promouvoir la capitalisation des expériences au sein de la Direction de la Mobilisation Citoyenne. L'objectif est de développer une culture et des pratiques de partage et de co-construction de savoirs. Un « *groupe Capitalisation* » a été mis en place au sein de l'organisation, en charge d'animer cette nouvelle dynamique.

Le CIEDEL a été sollicité pour contribuer à construire et partager une définition de la capitalisation dans ce groupe, et adopter une méthodologie et des outils communs pour capitaliser les actions de terrain.

Deux formations de 2 jours ont été organisées par le CIEDEL (la première en 2018, la dernière en 2020), pour contribuer à ces objectifs. Les formations ont aussi été conçues pour permettre aux participants de commencer à capitaliser et partager des expériences des projets menés dans certaines régions (formation-action). Le CIEDEL accompagne donc les groupes capitalisation formés, en fonction des besoins (méthodologies, regard extérieur...)

> France

Formation sur la place des habitants dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique éducative

Dans le cadre d'un marché public contractualisé entre le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale) et la Ligue de l'Enseignement – FOL 6g, une formation a été proposée sur le thème « *les politiques nationales enfance, jeunesse et éducation et leurs enjeux* ».

Le CIEDEL a proposé dans ce cycle une demi-journée de formation sur « *La place des habitants dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique éducative* », suivi par une quinzaine d'agents de collectivités territoriales et d'établissements publics. L'objectif général était de permettre aux stagiaires de s'interroger et d'échanger sur l'importance de l'implication des habitants dans leurs pratiques professionnelles.

Le temps de formation avait notamment pour objectif de favoriser et ouvrir la réflexion sur les niveaux et possibilités de participation des habitants, à partir d'exemples concrets, et de donner l'envie d'expérimenter des dispositifs nouveaux, avec une posture modifiée.

> France

Formation-atelier sur le plaidoyer pour 4 défenseurs des droits humains

Agir Ensemble pour les Droits Humains (AEDH) soutient des organisations impliquées dans une quarantaine de pays en faveur de la promotion et la défense des droits fondamentaux, de l'accès aux droits des personnes les plus vulnérables ou de la lutte contre l'impunité. En janvier 2018, l'association a lancé la phase 2 du programme DEFI « *Développer et Favoriser les initiatives des organisations de défense des droits humains en Afrique centrale francophone* ». L'objectif principal de ce programme est de soutenir les actions d'une vingtaine d'organisation de la société civile dans le domaine du respect des droits humains et de la défense de l'Etat de droit.

Dans ce contexte, AEDH a accueilli pendant une semaine quatre partenaires (Cameroun, Gabon, République Démocratique du Congo, Congo) avec pour perspective de valoriser et diffuser les expériences.

Ces quatre défenseuses des droits humains sont toutes impliquées dans des associations qui œuvrent pour la défense des droits. Elles ont à ce titre une expérience conséquente en terme d'actions de plaidoyer. AEDH a sollicité le CIEDEL pour organiser un atelier qui leur permettrait de partager des fondamentaux relatifs au plaidoyer et de partager leurs expériences.

Le CIEDEL a été sollicité pour animer une journée de formation-production, comprenant des apports théoriques, l'animation de temps d'échanges de pratiques et de partage d'outils de plaidoyer. L'un des objectifs prioritaires était de renforcer les savoir-faire partagés et une réflexion collective autour des formes et outils de plaidoyers.

> Ethiopie

Animation d'une formation de formateurs à l'utilisation du module de Form'action des collectivités locales au montage de projet de gestion durable des terres

L'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (IGMVSS) est une initiative panafricaine visant à restaurer et à gérer durablement les terres dans la région sahélo-saharienne afin de lutter à la fois contre la pauvreté et la dégradation des terres. L'implication des autorités locales s'avère essentielle pour relever ce défi afin d'identifier des solutions adaptées à chaque contexte et répondant aux vrais besoins des populations concernées.

Cette formation de formateurs, conçue et animée par le CIEDEL intervient dans la continuité de l'accompagnement en ingénierie pédagogique réalisé entre décembre 2015 et décembre 2020 pour l'élaboration du module de form'action.

L'objectif global de la formation de formateurs est de renforcer les capacités pédagogiques d'un pool de formateurs provenant d'Afrique de l'Est (Ethiopie, Erythrée, Nigéria, Soudan.) sur le module de form'action sur la gestion durable des terres en vue de garantir son appropriation ainsi que son utilisation par les collectivités territoriales qui se situent sur le tracé de la Grande Muraille Verte en Afrique de l'Est.

Elle contribue au renforcement des capacités des collectivités territoriales afin que ces dernières intègrent dans leur planification la gestion durable des terres.

Recherche et production intellectuelle en réseau

Le CIEDEL est engagé depuis plusieurs années dans des dispositifs de recherche-action autour des thématiques de :

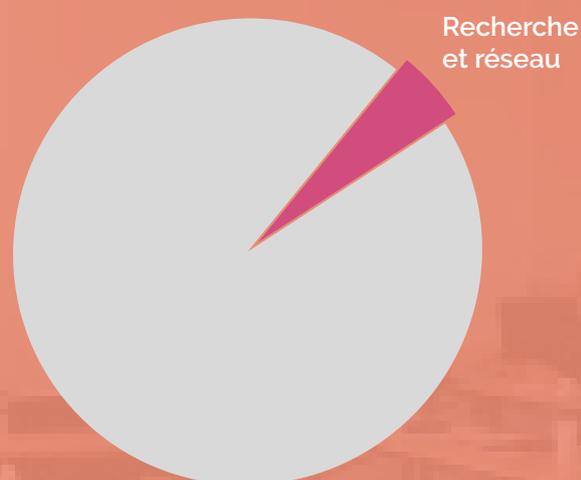
- l'internationalisation des villes et des territoires (en partenariat avec Cités Unies France) ;
- l'innovation sociale et territoriale (en partenariat avec Cap Rural)

Ces travaux de recherche permettent de développer de nouveaux savoirs, de nouveaux outils et de nouvelles formes d'accompagnement.

En parallèle de ces travaux, le CIEDEL s'implique également dans des activités de réseau et l'organisation de temps de réflexion (conférences, ateliers...) qui contribuent à l'évolution des postures et pratiques de développement. Le CIEDEL développe ces activités avec ses partenaires et dans un certain nombre d'espaces privilégiés (réseau international PROFADEL, Réseau des Praticiens du Développement, Journées de l'Ingénierie Territoriale, Groupe Initiatives...).

L'activité de recherche

En 2019-20, les activités de recherche et de réseau contribuant à l'analyse et l'évolution des pratiques de développement ont constitué environ 5% de l'activité*.



L'activité de recherche-action a été principalement alimentée en 2019-20 par les travaux sur l'internationalisation des villes et des territoires (phase 2) et un atelier sur le travail de développement en lien avec la montée des actions violentes sur nos territoires.

Les activités de production intellectuelle, incluses dans les expertises ou appuis de long terme, ne sont pas comptabilisées ici.

**(hors mise à disposition de salariés au GIP RESACOOP)*

> France

Recherche sur l'internationalisation des villes et des territoires (phases 2 et 3)

Depuis plusieurs années CUF et le CIEDEL se sont intéressés aux mutations de l'action extérieure des collectivités territoriales, en particulier des collectivités territoriales françaises.

Après une première phase de recherche sur l'irrésistible internationalisation des villes et territoires, CUF et le CIEDEL ont engagé **une deuxième phase de recherche en vue de contribuer à la prise en compte de l'international dans les élections locales de 2020**.

Cette phase s'est terminée en septembre 2019 par un colloque organisé à l'UCLY : celui-ci a conclu sur deux points : les phénomènes d'internationalisation sont réels, pèsent (en positif et en négatif sur les territoires) mais sont mal voire même pas pris en compte par les élus. Ces derniers confondent politique internationale et internationalisation, s'interdisant ainsi de repérer les dynamiques existantes sur leur territoire et de jouer le rôle de régulation qui est le leur (saisie d'opportunité, aménagement des politiques publiques, orientation de la politique internationale).

Ce colloque a donné lieu à deux publications en février 2020 :

- [Un document d'une vingtaine de pages qui reprend les temps forts du colloque](#)
- [Un document de quatre pages en direction des élus et de leurs services](#)

A partir d'avril 2020, suite à la publication de la synthèse du colloque, une troisième phase de la recherche s'est ouverte : l'objectif est désormais de conduire des diagnostics d'internationalisations permettant à la fois de produire des données pour documenter/illustrer ces phénomènes et approfondir la méthodologie de ces diagnostics. En parallèle de ces diagnostics, un séminaire de recherche associant des élus, techniciens et des chercheurs, vise à accompagner la réalisation de ces deux démarches sur deux territoires identifiés : Annecy commune nouvelle et Brest Métropole.

Le CIEDEL est avec CUF le maître d'ouvrage de la recherche. A ce titre, le CIEDEL :

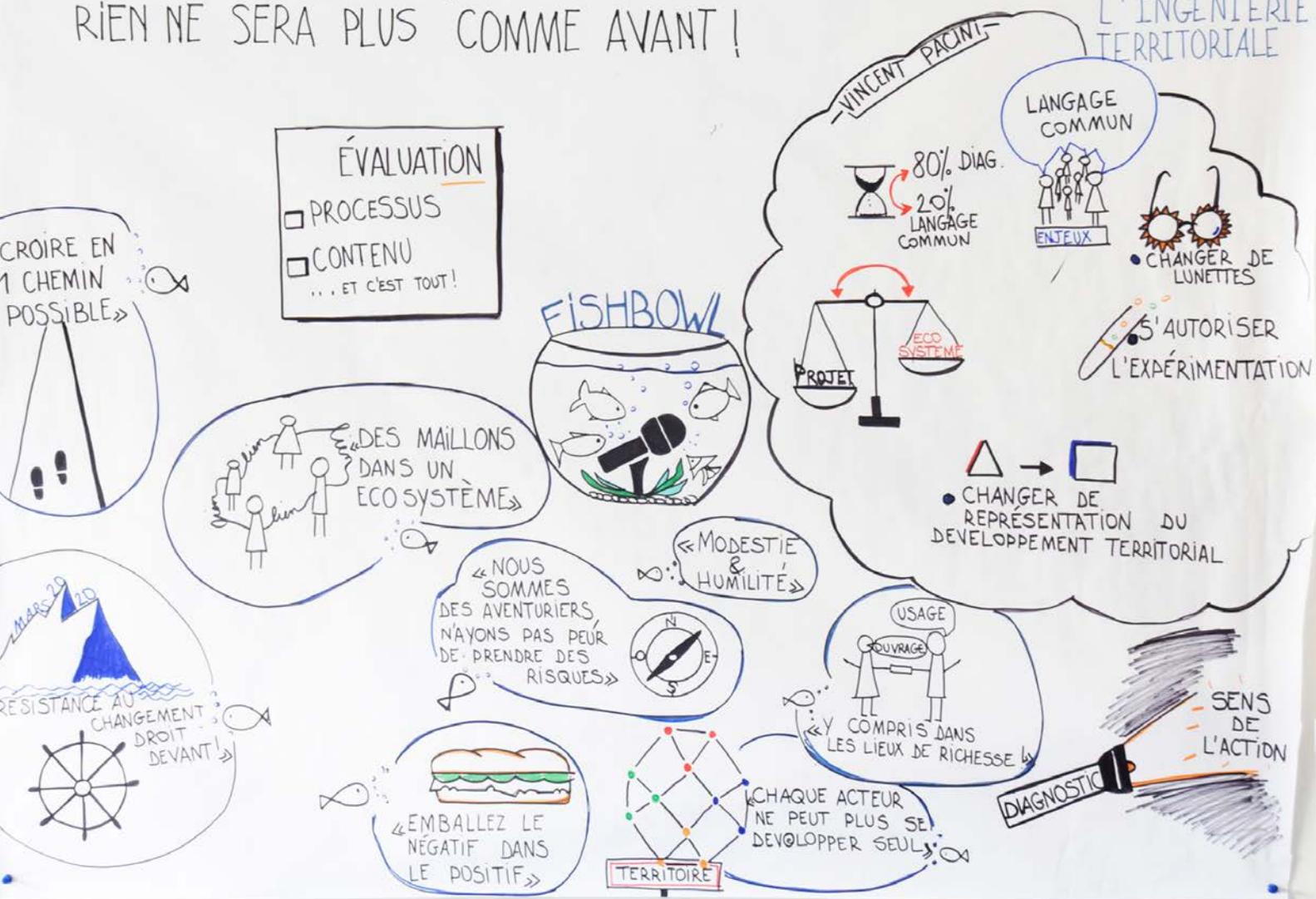
- Organise le pilotage de la recherche avec l'appui d'un comité de pilotage ;
- Met en œuvre la recherche ;
- Publie et diffuse les résultats de celle-ci.

Pilotage et soutien financier : Région Auvergne Rhône-Alpes, Métropole de Lyon, Caisse des dépôts et consignation, Agence Française de développement



DEVELOPPEMENT TERRITORIAL RIEN NE SERA PLUS COMME AVANT !

28 NOVEMBRE 2019
LES JOURNÉES DE
L'INGÉNIERIE
TERRITORIALE



> France

Les journées de l'Ingénierie Territoriale : 6ème édition, autour de l'évolution des métiers

Depuis 2014, ARADEL, Cap Rural, le CIEDEL et Labo-Cités se réunissent pour organiser une journée de formation à destination des agents de développement.

Chacun des partenaires est porteur du projet : il contribue à la co-conception de la journée, au co-financement du projet et à l'animation.

En 2019, le thème proposé, « Développement territorial : rien ne sera plus comme avant ! », a permis d'aborder les modifications profondes dans le rôle et le contexte de travail des agents de développement local. Une sorte de « reformatage » du logiciel d'animation.

Le CIEDEL a co-construit la journée avec les partenaires, ensuite co-animée avec Vincent Pacini, profil atypique de chercheur-entrepreneur-consultant.

> France

Finalisation des travaux liés à l'Atelier du Réseau Paix, sécurité, développement

En mai 2019, le CIEDEL avait animé, avec une vingtaine de professionnels du Réseau des Praticiens du Développement, un atelier d'une semaine pour réfléchir collectivement autour du développement de l'insécurité et son lien avec leur travail de développement. La dégradation de la situation sécuritaire sur de nombreux territoires pose une question de fond et de forme aux acteurs de développement : sur le fond, pourquoi la situation est-elle celle-ci et comment contribuer à l'améliorer, sur la forme, comment travailler dans des conditions sécuritaires dégradée

L'atelier avait été mené avec le soutien financier de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (dispositif Synergies Francophones). L'atelier a abouti en septembre 2019 sur un document finalisé et rendu public en septembre 2019.

<https://www.ciedel.org/ressources-2/recherches-et-capitalisations/paix-securite-developpement-synthese-datelier/>

Le document est le fruit d'un atelier de travail du Réseau des Praticiens du Développement, animé par le CIEDEL. Les éléments proposés dans ce rapport sont issus des analyses faites par une vingtaine d'acteurs du développement local de 8 pays (Bénin, Burkina Faso, France, Madagascar, Mali, Niger, Sénégal, Tchad).

Il met en valeur des pistes d'analyse et de travail pour repenser la manière de travailler, la démarche et les actions de développement, tout comme les comportements personnels.



Accompagnement de la décentralisation, et de la coopération décentralisée

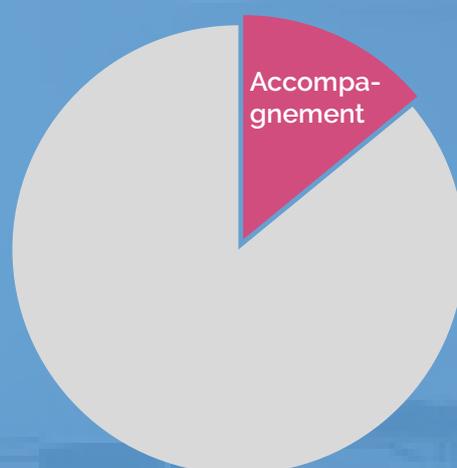
Le CIEDEL s'engage sur le long terme dans l'accompagnement, le développement de capacités et l'appui à la maîtrise d'ouvrage auprès des collectivités territoriales du Nord et du Sud.

Les activités du CIEDEL dans ce domaine s'articulent autour de relations de long terme (et donc de confiance), comme l'appui à la coopération entre le Grand Reims, Tinquieux, Zorgho, Boudry et Méguet (depuis 15 ans) ou l'appui à la coopération entre la Région Normandie et la Région Atsinanana, ou entre la Région de Tombouctou et la Région Auvergne Rhône-Alpes

Les nouveaux dispositifs sur lesquels le CIEDEL s'engage ont également une dimension multi-acteurs, ce qui permet au CIEDEL de valoriser sa capacité à faire interagir ensemble différentes catégories d'acteurs de développement.

Une activité en progression autour de projets ou de dispositifs pluriannuels.

En 2019-20, les activités du CIEDEL autour de l'appui à la décentralisation et à la coopération décentralisée représentaient 14% de l'activité*



Les activités classées dans cette partie sont majoritairement des activités pluri-annuelles.

**(hors mise à disposition de salariés au GIP RESACOOP)*

Burkina Faso

Appui à la coopération décentralisée entre le Grand Reims, Tinquieux, Zorgho, Boudry et Méguet

Depuis 2007, les 351 communes du Burkina Faso ont bénéficié du transfert de compétences dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Sollicité par l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement burkinabée, le SEDIF, le Grand Reims et l'AESN, le CIEDEL, en collaboration avec Eau Vive International, s'est engagé à partir de 2007 sur l'appui au développement de la maîtrise d'ouvrage communale de l'approvisionnement en eau potable dans neuf puis une vingtaine de communes du Faso.

Cet accompagnement de long terme a progressivement débouché sur la mise en place d'une coopération décentralisée entre le Grand Reims, Tinquieux (France), Zorgho, Boudry et Méguet (Burkina Faso).

Plusieurs phases successives de coopération (PASEP I, II et III) ont permis des avancées importantes notamment dans le domaine de l'eau. Des projets « annexes » ont aussi vu le jour au fil de l'eau, preuve d'un partenariat qui fonctionne. Le projet en cours sur financement Grand Reims et AESN doit se terminer durant l'année 2021 et une nouvelle phase est en cours de conception.

> Burkina Faso

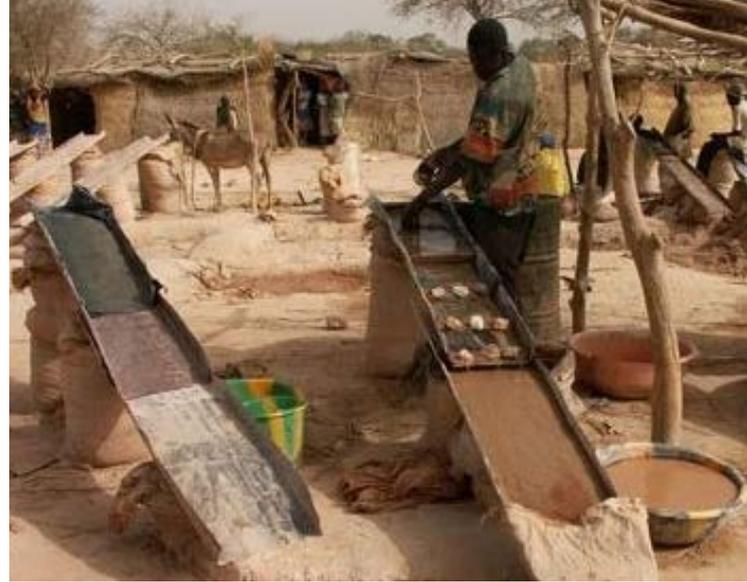
Projet d'amélioration du service de l'eau potable dans les communes du Burkina Faso – PASEP 3

Ce programme s'inscrit dans la coopération décentralisée du Grand Reims, sur le 1 % eau et assainissement et compte sur l'appui de l'AESN et du Fonds Eau du Grand Lyon.

La 3ème phase du programme PASEP a été finalisée en mars 2020. Elle a notamment été marquée par :

- La production de modules sur le fonctionnement du service de l'eau en régie, qui est une innovation au Burkina Faso. Ce module a été construit à partir de l'expérience d'appui à la régie municipale de Dapelogo appuyée par la Croix Rouge Luxembourgeoise ;
- L'organisation expérimentale de Sanithons à l'échelle de deux communes rurales pour le financement de l'assainissement individuel des ménages les plus nécessiteux ;
- La mise à disposition de modules de formation élaborés depuis la première phase pour contribuer au projet à plus grande échelle de renforcement des capacités des élus et techniciens des communes sur la maîtrise d'ouvrage du service public local de l'eau financé par l'UE au CEMEAU de l'ONEA.

L'évaluation finale de la phase du programme a eu lieu en mars 2020 et une nouvelle phase est en cours d'identification pour un démarrage en 2021.



> Burkina Faso

Projet pilote de conception et promotion de pratiques vertueuses dans l'exploitation artisanale de l'or en Afrique de l'Ouest

Depuis 2015, dans le cadre de l'accompagnement de la relation de coopération décentralisée entre le Grand Reims et les communes de Zorgho, Boudry et Méguet, le CIEDEL et Eau Vive International ont attiré l'attention des élus communaux sur le sujet de l'orpaillage artisanal. Cette pratique qui se développe depuis 15 ans dans la région fournit un revenu complémentaire à de nombreux foyers, mais constitue parallèlement un risque sanitaire et environnemental important.

Un travail d'expérimentation sur le plan technique a été initié avec plusieurs groupes d'artisans miniers pour éviter l'utilisation des produits dangereux.

En 2019-20, le CIEDEL et ses partenaires ont concentré leurs efforts pour :

- Continuer les expérimentations techniques en cours pour limiter l'usage des produits dangereux ;
- Initier un travail avec les groupes d'artisans miniers en vue de mettre en place une filière or propre ;
- Finaliser et diffuser un travail d'étude comparatif des codes miniers des pays de l'UEMOA pour contribuer à une meilleure prise en compte des artisans miniers à l'échelle communautaire et des pays membres de l'UEMOA.

La situation sécuritaire et sanitaire a retardé l'identification de nouveaux territoires pour démultiplier les expérimentations techniques.



> France, international
**Programme PAGEDS, « Promouvoir
les actions de gestion des déchets
au Sud »**

Le PAGEDS est un programme mené en consortium avec le GRET, CEFREPADE, RESACOOOP et CENTRAIDER, et avec l'appui financier de l'AFD, l'ADEME, la Fondation Suez, le Sycotom, et la DAECT-MEAE. Le programme vise la promotion du dispositif du 1% déchets qui permet aux collectivités et EPCI de mobiliser jusqu'à 1% de leur *budget déchet* pour financer des actions de coopération dans le domaine dans les pays en développement.

Le CIEDEL a particulièrement en charge la capitalisation des expériences au sein du projet et la conception à la mise en oeuvre de formations pour les organisations ou collectivités territoriales souhaitant s'impliquer dans la coopération autour des déchets. La clôture de ce projet triennal est prévue fin 2020.

En 2019-20, le CIEDEL s'est concentré sur deux actions :

- la capitalisation d'expériences avec la production ou l'appui à la production de 5 documents ;
- la mise en place de formations par les réseaux régionaux multi-acteurs.



> Madagascar

Appui à la coopération décentralisée entre la Région Normandie et la Région Atsinanana

Les Régions Normandie et Atsinanana sont en coopération décentralisée depuis 2008. Dans le cadre de cette coopération décentralisée, deux actions sont développées :

- Un programme d'appui triennal cofinancé par la DAECT qui comporte un volet gouvernance territoriale ;
- Un projet d'appui au commerce équitable cofinancé par l'AFD, le projet AGRICOOP.

Le CIEDEL et son partenaire malgache FFF Malagasy Mahomby appuient ces deux actions dans la continuité de leur appui à la Région Atsinanana, initiée dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Région Atsinanana et la Région Rhône-Alpes.

L'appui apporté lors de l'exercice 2019-20 a été fortement perturbé par la crise sanitaire, le nouveau gouverneur de la Région ayant été nommé début 2020 (au début de la crise sanitaire).

> Burkina Faso, Mali, Niger

Projet 3 Frontières

Le projet 3F est conçu comme un accompagnement des autorités locales et des organisations de la société civile du Burkina Faso, du Mali et du Niger dans le développement économique et la sécurité de cette région frontalière. Il est mis en œuvre par un consortium d'organisations (IRAM, GRET, AVSF et CIEDEL).

L'objectif global du projet est de contribuer au développement et à la paix des territoires transfrontaliers. Son objectif spécifique est d'appuyer le développement socio-économique et de renforcer la cohésion sociale dans les territoires transfrontaliers.

Sur la période 2019-2020, le CIEDEL a travaillé avec son partenaire malien Delta C (membre du réseau international PROFADEL) sur 3 points :

- le renforcement des capacités des équipes des membres du consortium et de leurs partenaires sur l'intégration de l'approche sensible conflits dans l'appui à la maîtrise d'ouvrage communale,
- la mise en cohérence des approches au niveau régional,
- la définition d'une stratégie transfrontalière.

Un état des lieux des pratiques de maîtrise d'ouvrage communale intégrant l'approche sensible conflits et des pratiques d'appui à maîtrise d'ouvrage communale a été réalisé, pour définir les besoins de formation. Une seconde étude de terrain a été réalisée de la même manière sur l'état des lieux des actions et pratiques en matière de coopération régionale et transfrontalière

> Mauritanie

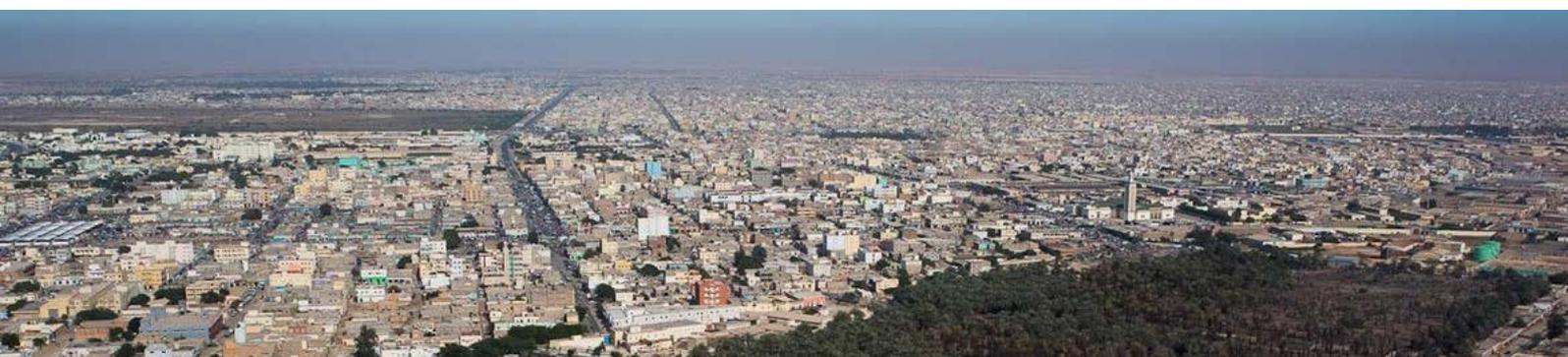
Projet d'Appui à la Résilience Environnementale et Développement Durable de la Ville de Nouakchott (AREDDUN)

La Région de Nouakchott a mis en place le projet AREDDUN pour améliorer la capacité de Nouakchott en matière de planification, de protection de l'environnement et de fourniture d'énergie durable aux populations des quartiers périphériques. Plus globalement, AREDDUN doit favoriser un développement urbain plus soutenable, participatif et partenarial, permettant à la ville de mieux se préparer aux impacts du changement climatique.

Le projet arrivant à sa fin en juillet 2020, il était nécessaire de mesurer ses acquis et d'identifier les enseignements à retenir. La Région de Nouakchott a donc demandé une évaluation autour de son pilotage du projet, et de 3 aspects spécifiques :

- La création d'un Plan d'Action Pour l'Accès à l'Energie Durable et le Climat (PAAEDC) ;
- L'installation d'un éclairage public solaire fonctionnel dans les quartiers périphériques de Nouakchott,
- Une étude de faisabilité pour créer une unité de recyclage de batteries et piles usagées est élaborée.

L'évaluation du projet a été réalisée à distance en binôme avec une consultante mauritanienne. Les restrictions de circulation dues à la pandémie de covid 19 n'ont pas permis un déplacement sur le terrain pour l'équipe du CIEDEL.



Expertises et appuis

Le CIEDEL propose des activités d'expertise et d'appui sous différentes formes aux acteurs du développement local (collectivités territoriales, institutions, associations, projets...), en les inscrivant autant que faire se peut dans des collaborations de long terme.

En 2019-20, le CIEDEL a par exemple travaillé avec Caritas Mauritanie sur le projet urbain Dar Naïm, après avoir travaillé sur une évaluation à mi-parcours, et en vue de faire un lien avec la future capitalisation d'expériences du projet.

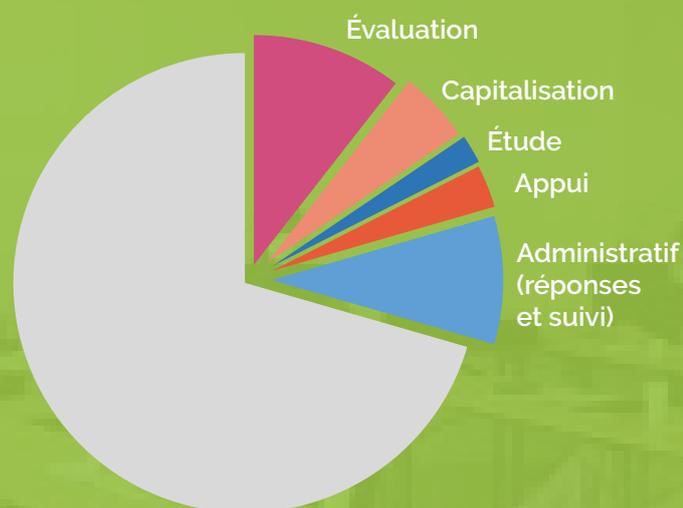
Cette tendance permet de travailler de manière plus souple et avec un réel impact sur le moyen ou long terme.

Les demandes d'expertise et d'appui évoluent d'ailleurs dans le sens de plus de lien et de continuité. L'évaluation - qui reste l'activité d'expertise principale du CIEDEL en 2019-20, évolue par exemple avec un glissement progressif vers des dispositifs plus continus (suivi-évaluation) et une hybridation entre évaluation et capitalisation.

Les travaux d'expertises menés par le CIEDEL servent ainsi des processus plus apprenants au sein des organisations, et une démarche collective - servant à la progression des organisations, dynamiques et projets.

Evaluations et capitalisations sont majoritaires dans les activités d'expertise et d'appui.

En 2019-20, les activités d'expertise et d'accompagnements institutionnels ont représenté 29,5% des activités du CIEDEL*.



Les évaluations représentent la moitié de l'activité d'expertise, suivies par les capitalisations (25%), les accompagnements institutionnels (15%) et les études (10%).

**(hors mise à disposition de salariés au GIP RESACOOP)*

> France

Appui au suivi du projet PRODDIGE (Promouvoir et Réaliser les Objectifs de Développement Durable pour Innover et Grandir Ensemble)

PRODDIGE est un projet pilote pour répondre au défi de l'appropriation des Objectifs du Développement Durable (ODD) par les acteurs des transitions sur les territoires du Grand Lyon et dans une dizaine de territoires d'Afrique, Asie et Amérique Latine. PRODDIGE est porté par le SCD (Service de Coopération au Développement).

Le projet vise à inscrire sur trois ans un groupe de 20, 24 puis 28 jeunes (72 en tout) dans un parcours de formation-action *via* des missions de service-civique d'une durée de 9 mois. Le groupe, **composé à 50% de jeunes français et 50% de jeunes étrangers**, permettra d'obtenir des regards croisés sur les ODD et d'ouvrir une réflexion internationale.

Le CIEDEL est mobilisé pour travailler sur le dispositif de suivi des résultats et des changements liés au projet (suivi-évaluation), et appuyer la réflexion du SCD sur les adaptations en continu de la mise en oeuvre du projet.

> France, Tunisie

Evaluation de la coopération décentralisée entre le département de Seine Maritime et le gouvernorat du Kef (Tunisie)

L'évaluation de cette coopération est à la fois rétrospective et prospective. Le travail vise à reposer les bases de la relation de coopération entre les deux territoires, et proposer un mode de pilotage qui redynamise la relation et la mise en oeuvre des actions.

Le CIEDEL avait déjà travaillé avec le Département de Seine Maritime sur l'évaluation de la coopération décentralisée entre la province du Bam (Burkina Faso) et le département de Seine Maritime.

L'évaluation a démarré en septembre 2019 avec en perspective une mission terrain en France et une en Tunisie.

Du fait d'une situation instable politiquement en Tunisie fin 2019 et début 2020, puis de la crise sanitaire de la Covid 19, la mission terrain prévue en Tunisie n'a pu être réalisée et a interrompu le processus évaluatif. La mission de terrain a finalement été confiée à madame Sliti, avec un appui du CIEDEL, et sera réalisée en 2021.

> France, Mali

Évaluation d'un programme de bourses d'excellence au Mali

Depuis 2000, le programme de « *Bourses d'excellence* » (initialement intitulé « *300 jeunes cadres pour le Mali* ») a pour objectif de former des compétences de haut niveau pour les mettre au service du développement socioéconomique du Mali. A ce jour, 280 étudiants ont été appuyés. Financé conjointement par la France et le Mali, le programme associe trois partenaires :

- Le ministère malien en charge de l'enseignement supérieur,
- L'ambassade de France au Mali
- La communauté Université Grenoble Alpes.

Les partenaires du programme ont sollicité Delta-C (chef de file) et le CIEDEL pour mener l'évaluation des résultats de 20 ans de programme et son impact sur le développement du Mali, étude menée en 2019 et 2020.

> France, Belgique

Évaluation de mi parcours sur l'engagement communautaire et la redevabilité

Le Mouvement International (Croix Rouge, Croissant Rouge) a pour objectif de renforcer la résilience des communautés face aux vulnérabilités et risques auxquels elles sont confrontées. En s'appuyant sur ce principe la Croix Rouge de Belgique a initié un programme intitulé « *Pour des citoyennes, des citoyens et des communautés actrices et acteurs de changements* ». C'est un programme qui se déroule entre 2017 et 2021 en Belgique et dans huit pays africains où le thème fédérateur des actions est la résilience des communautés.

Le CIEDEL a été sélectionné pour réaliser l'évaluation à mi-parcours de ce programme, basé sur la méthodologie de l'Engagement Communautaire et la Redevabilité. L'évaluation devait à la fois permettre :

- d'analyser l'évolution de l'approche « *Engagement Communautaire et Redevabilité* » (ECR) dans la stratégie d'intervention des partenaires africains ;
- d'apporter des améliorations en matière d'approches participatives, d'écoute et de communication.

L'évaluation devrait être finalisée avant la fin 2020, après un décalage d'activités, notamment dû aux effets de la crise sanitaire. Le rapport d'évaluation est mis à disposition en ligne par la Croix Rouge Belge :

<https://www.croix-rouge.be/content/uploads/sites/11/2020/09/EVALUATION-EXTERNE-A-MI-PAR-COURS-SUR-LECR-Burkina-Faso.pdf>

> France, Espagne

Évaluation du processus de capitalisation des systèmes alimentaires territorialisés appuyés par la fondation Daniel et Nina Carasso

Dans son travail sur l'alimentation durable, la Fondation Carasso a engagé une action de soutien aux initiatives de Systèmes Alimentaires Territorialisés, autour d'appels à projet pour soutenir des initiatives territoriales.

En 2016, la Fondation a souhaité capitaliser cette expérience pour pouvoir en tirer des enseignements et les diffuser, puis les « *viraliser* », pour qu'ils se diffusent par eux même. Elle a lancé un processus de capitalisation en France et en Espagne avec trois idées : valoriser les résultats de la capitalisation externe, diffuser les capitalisations entre les structures qui ont capitalisé, et produire/formaliser une méthode ou une démarche de capitalisation qui puisse être utile aux structures qu'ils appuient.

La Fondation a ensuite décidé d'évaluer ce processus de capitalisation et fait appel au CIEDEL pour le faire, afin de,

- Mesurer les résultats et les changements produits par le chantier capitalisation ;
- Mesurer la capacité de la Fondation et de ses partenaires à formaliser et communiquer sur leurs actions ;
- Mesurer l'efficacité du chantier de capitalisation.

En 2019, le CIEDEL a continué à mener le travail d'évaluation, notamment sur le terrain, avant de finaliser l'évaluation au premier semestre 2020 - avec des entretiens complémentaires à distance et le travail d'analyse.



> France, Togo, Guinée, Sénégal

Capitalisation des expériences du Projet AVENIR : Le rôle des volontaires dans l'action Humanitaire

Le projet AVENIR - Action des Volontaires Européens et Nationaux Investis pour la Résilience, mis en oeuvre par France Volontaires, s'est déroulé entre octobre 2018 et octobre 2020. Une trentaine de volontaires européens ont été déployés au Sénégal, en Guinée et au Togo dans le cadre de missions en lien avec des thématiques liées aux questions de prévention, de gestion des risques et de résilience (sécurité alimentaire, érosion côtière, santé communautaire, eau et assainissement, érosion fluviale).

Le CIEDEL a été sollicité pour capitaliser l'expérience du projet AVENIR au Togo, en Guinée et au Sénégal, afin de la formaliser et la partager au sein de France Volontaires et auprès d'autres acteurs du volontariat international et de décideurs.

Après le cadrage du processus de capitalisation lors de la réunion du consortium qui a eu lieu à Lomé en septembre 2019 un atelier de capitalisation participatif a été organisé au Togo (14,15 et 16 Janvier 2020), en Guinée (4, 5 et 6 février 200) et au Sénégal (18, 19, 20 Février 2020).

Chaque atelier avait pour objectif d'une part, la collecte des premiers éléments de capitalisation et d'autre part, la formation des volontaires à la méthodologie de capitalisation afin que ces derniers continuent la collecte de données, dans chaque pays, tout au long du projet.

La capitalisation visait à la fois à renforcer l'action de France Volontaires, mais aussi les volontaires eux-mêmes en tirant des leçons de leurs expériences, et en progressant dans leurs compétences d'accompagnement.

> Burkina Faso, Ethiopie, Mali, Sénégal, Tchad

Capitalisation des expériences dans cinq pays du Sahel : « Renforcer la résilience des communautés fragiles au Sahel grâce à un modèle de développement efficace »

SOS SAHEL a développé une expertise lui permettant de mettre au point une approche basée sur les acteurs du territoire et un modèle d'intervention adapté aux besoins réels et aux capacités des acteurs locaux. Saisissant l'opportunité des projets menés sur le terrain dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest, Centrale et de l'Est, (Burkina Faso, Mali, Sénégal, Tchad et Éthiopie) dans le cadre de la convention-programme signée avec l'AFD, SOS SAHEL a voulu réaliser un chantier de capitalisation des expériences afin d'identifier les savoir-faire mobilisés sur le terrain et d'explicitier et illustrer les spécificités de son modèle.

Le CIEDEL a accompagné des équipes SOS SAHEL et de ses partenaires à capitaliser leurs expériences :

- Conception et animation des différentes étapes de la démarche de capitalisation
- Elaboration de la méthodologie et des outils de capitalisation (mise en place de conditions nécessaires à l'expression par les acteurs de leurs propres savoir-faire)
- Animation de la réflexion sur le modèle d'intervention de SOS SAHEL
- Rédaction finale des documents de capitalisation



> Mauritanie

Accompagnement du projet urbain de Dar Naïm à la préparation de la capitalisation de ses pratiques d'animation territoriale

Démarré en 2013, le projet urbain (PU) *Dar Naïm* s'inscrit dans une stratégie d'accompagnement de long terme de Caritas Mauritanie à l'entrepreneuriat et la dynamique associative sur ce quartier de Nouakchott (Mauritanie).

Le CIEDEL avait effectué une évaluation de mi-parcours sur ce projet, et a continué à collaborer avec l'équipe du PU pour **l'accompagner dans la préparation de l'évaluation d'impact et de la capitalisation prévue à la fin du projet.**

Cette évaluation-capitalisation s'intéressera aux pratiques d'animation territoriale mises en œuvre par les jeunes de la commune. Elle alimentera la stratégie de transfert d'expériences dans d'autres quartiers de Nouakchott.

Le CIEDEL intervient pour le partage des résultats de l'évaluation à mi-parcours, la formation de l'équipe du projet urbain sur les méthodologies de capitalisation et d'étude d'impact, et l'accompagnement du cadrage avec l'équipe.



ÉTUDES

> Burkina Faso

Coordination d'une étude sur l'utilisation de l'eau dans le bassin versant de la Vallée du Kou

La Vallée du Kou fait partie de la Région des Hauts Bassins et d'un bassin hydrographique plus large géré par l'agence de l'eau de Mouhoun (l'une des cinq agences de l'eau au Burkina Faso). Cette agence, qui fixe un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, doit se coordonner avec les différents acteurs de l'eau pour le faire appliquer, dont les Régions (qui ont la compétence Aménagement du territoire) et les Communes (qui ont la compétence de gestion de l'eau potable et de l'assainissement). Pour faire appliquer ce schéma d'orientation, l'agence de l'eau de Mouhoun a mis en place des Comités Locaux de l'Eau, dont un pour la Vallée du Kou.

Le CIEDEL et l'Agence Régionale de Développement du Conseil Régional des Hauts -Bassins sont mobilisés pour la coordination et le pilotage de cette étude multi-acteurs intégrée. Ils travaillent directement par délégation du Conseil Régional des Hauts Bassins et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Ils accompagnent l'opérateur technique sur place pour l'aider à coordonner les nombreuses parties prenantes de l'étude.

Les deux principaux objectifs de l'étude visent à faire le diagnostic des facteurs de dégradation de la situation du bassin versant, qui est partiellement documenté ; et de concevoir des solutions à partir de l'étude et de la concertation entre acteurs qu'elle implique.

En 2019-2020, le CIEDEL a coordonné contribué à la recherche de financements et coordonné l'étude, dont la restitution a été repoussée à décembre 2020 en lien avec la pandémie. Le CIEDEL contribuera ensuite, sur la base de cette étude, à l'écriture de propositions pour améliorer la gestion intégrée de l'eau à l'échelle de la Vallée.

> France / international

Etude comparative sur les outils existants garantissant la participation des bénéficiaires des projets de développement

Le gouvernement français s'est engagé dans les conclusions du Comité interministériel de la Coopération Internationale et du Développement (CICID) le 8 février 2018, à élaborer une stratégie « *Droits humains et développement* », inscrivant la coopération au développement de la France dans une approche fondée sur les droits humains.

La mise en oeuvre de l'approche fondée sur les droits humains implique une évolution des pratiques relatives à la conception des projets de développement.

Pour alimenter sa réflexion et construire cette stratégie, le MEAE a souhaité étudier les mécanismes utilisés par les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux appliquant déjà une approche du développement fondée sur les droits humains (inclusion, participation des bénéficiaires aux projets de développement) et identifier par là les « *bonnes pratiques* ».

Le CIEDEL a été sélectionné pour cette étude, pour :

- Réaliser une analyse comparative des différents outils et méthodes ;
- Identifier des pratiques susceptibles d'être intégrées dans la stratégie « *Droits humains et développement* » du MEAE.



> France

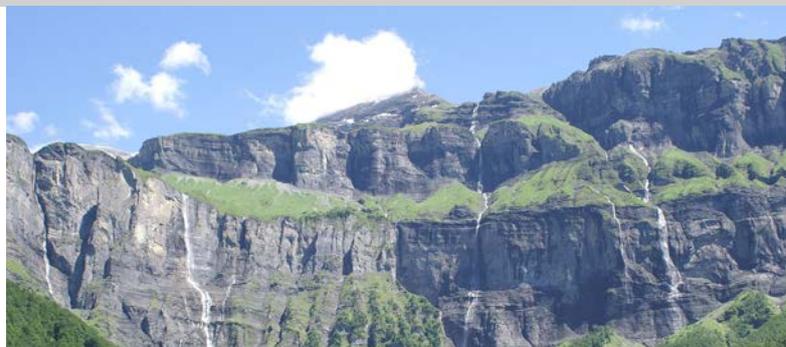
Mission d'accompagnement d'AGATE dans la réalisation d'une étude sur les indicateurs du changement climatique et la vulnérabilité des territoires dans le cadre du projet ARTACLIM

AGATE (l'Agence Alpine des Territoire) propose aux collectivités territoriales son expertise dans des thématiques allant de l'élaboration de diagnostics de vulnérabilité et de stratégies d'adaptation au changement climatique jusqu'à la mise en place de plans d'actions opérationnels.

Pour aller plus loin, AGATE a décidé avec ses partenaires alpins franco-italiens d'initier le projet ARTACLIM et de le porter en tant que chef de file. Le projet doit permettre de co-construire de meilleurs outils de décision en matière d'adaptation au changement climatique (ACC). Il est ARTACLIM est réalisé dans le cadre du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) au titre du programme INTERREG V-A France-Italie ALCOTRA pour la période de programmation 2014-2020.

AGATE a sollicité le CIEDEL pour mener en 2020 conjointement dans le cadre d'ARTACLIM :

- la réalisation d'une base de données sur les indicateurs alpins du changement climatique ;
- un audit du besoin en matière d'indicateurs du changement climatique.



> France

Etude sur les « Services fournissant des données climatiques utiles aux gestionnaires et accompagnement à la prise en main »

Réserves Naturelles de France (RNF) et ses partenaires ont initié un projet, financé par le programme européen LIFE, ayant pour objectif d'intégrer les enjeux climatiques dans la gestion des espaces naturels.

Ce projet intitulé « *Adapter la gestion de la nature aux défis du changement climatique en Europe : fondements d'un apprentissage collectif dynamique* » (NaturAdapt) concerne la gestion des réserves naturelles mais plus largement des espaces naturels protégés. RNF souhaite innover sur la base des ressources existantes.

Le CIEDEL était impliqué avec son partenaire AGATE dans une mission en 3 temps, correspondant à la phase de conception et d'expérimentation du projet :

- la réalisation d'une étude sur les services climatiques existant en France et dans l'Union Européenne ;
- l'appui aux chargés de mission de 6 réserves à l'utilisation des services climatiques ;
- le contact avec les fournisseurs en vue de l'adaptation de ces services aux besoins des réserves.

> 10 pays d'Afrique et des Mascareignes

Appui aux Unions des MFR en Afrique et dans les Mascareignes

Le mouvement des Maisons Familiales Rurales (MFR) né en France dans la première moitié du XX^{ème} siècle, a essaimé depuis à l'international en particulier en Afrique et dans les Mascareignes. Depuis, l'UNMFREO (Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Éducation et d'Orientation), avec l'appui de l'AFD/DPA, a appuyé le développement des MFR et leur structuration en Unions nationales. Cette organisation permet d'assurer le développement du mouvement dans les pays, de garantir cohérence et qualité pédagogique, et développer de nouveaux cursus adaptés aux besoins des ruraux.

Après plusieurs années d'appui y compris financier, l'UNMFREO envisage de se désengager progressivement et a sollicité le CIEDEL et DELTA C (Mali, partenaire du CIEDEL) pour accompagner les Unions vers la pérennité financière mais aussi institutionnelle et organisationnelle tout en étant en capacité de préserver leur autonomie de décision.

Le CIEDEL et DELTA C ont donc entamé en 2019-20 :

- La réalisation de formations-action à Dakar, Yaoundé et Antananarivo en direction des Unions sur l'élaboration de plan stratégique visant cette autonomie ;
- L'appui des Unions pour finaliser leurs plans stratégiques et identifier quels investissements sont nécessaires pour se pérenniser tout en restant autonomes par rapport aux partenaires techniques et financiers.

> République Démocratique du Congo

Animation des journées d'échange inter-programmes et représentations ENABEL RDC

ENABEL est très fortement impliqué en RDC dans de nombreux projets sectoriels sur différents territoires du pays.

Chaque année, ENABEL RDC réunit ses équipes terrain pour des journées d'échange qui réunissent près de 70 personnes. En 2019, ENABEL a sollicité le CIEDEL pour animer ces deux journées d'atelier inter-équipe et sur cette base de produire une feuille de route pour intégrer l'approche développement local à l'ensemble de leurs interventions.

Les journées, organisées en septembre 2019, ont été animées pour avancer autour de deux axes :

- Le choix de la thématique du développement local comme démarche commune aux différentes interventions d'ENABEL en RDC
- La préparation d'un nouveau programme de coopération entre les deux pays.

> 8 pays de l'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest Africaine)
Appui au Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA

Depuis le début des années 90 et la période des Conférences Nationales Souveraines, la décentralisation des Etats africains a été mise à l'agenda des politiques publiques de réforme de l'Etat. La décentralisation financière est un des leviers clefs pour le succès de la décentralisation.

Né en 2012, le CCT de l'UEMOA (Conseil des Collectivités Territoriales de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) a inscrit la décentralisation financière comme une de ses priorités.

Le CCT UEMOA et son partenaire la DDC (Direction du Développement de la Coopération Suisse) ont sollicité le CIEDEL pour :

- accompagner le CCT dans la définition de son Cadre Stratégique de Décentralisation Financière, qui a été approuvé à Grand Bassam, puis dans l'élaboration de l'opérationnalisation de ce cadre stratégique sous forme d'un projet, le PRADEF (Projet Régional d'Appui à la Décentralisation Financière)
- appuyer la DDC dans la formulation de sa participation au PRADEF (projet quadriennal) et dans l'appui à la recherche de cofinancements.

Après avoir accompagné le montage du PRADEF, le CIEDEL a contribué à la présentation du projet dans différents espaces (Africités, réunions du groupe de travail de la DDC) et contribué à la recherche de financements, permettant d'assurer en 2020 :

- la validation de la participation de la DDC au PRADEF à hauteur de 6 millions de francs suisse ;
- l'engagement de la coopération française pour participer au financement du PRADEF ;
- l'engagement de l'UEMOA à participer au projet.





Perspectives pour 2020-21

L'année que nous venons de vivre a bousculé nos certitudes, nos façons de faire, nos horizons, mais surtout elle a aggravé la situation de millions de personnes par le monde qui se sont trouvées fragilisées sur le plan social, psychologique, sanitaire mais surtout et tout simplement sur le plan économique, sur le plan de la survie quotidienne.

Confinement, quarantaine, rupture des flux de personnes et de marchandises, diminution voire disparition de pans entiers d'activité et développement de l'insécurité dans de nombreux territoires ont entamé les revenus de nombreuses personnes, mais aussi des associations, des organisations, des collectivités territoriales et des Etats et ceci à l'échelle de la planète.

Ces évolutions, douloureuses, confirment les fondements du CIEDEL :

- L'importance du local, du territoire et de ses acteurs pour construire, développer et faire monter à l'échelle des solutions, en effet c'est à ce niveau que se développent les solidarités qui permettent de passer les mauvais caps,
- La nécessaire prise en compte, ou que nous soyons, de l'internationalisation de nos territoires, comme un des facteurs de base du développement, nous sommes et serons tous de plus en plus interdépendants et ne pouvons vivre mieux qu'en sachant prendre en compte cette dimension,
- Le besoin d'articuler local et international pour croiser, enrichir et créer de nouvelles manières de travailler, de vivre ensemble dans un monde apaisé et plus juste. Comme le montre les ODD, nos défis, nos enjeux sont planétaires.

Ces évolutions nous confirment aussi dans l'importance et les exigences auxquelles nous devons faire face dans le chantier de l'évolution et la diversification de nos formations qui doit aboutir durant cette nouvelle année.

La formation de cadres ou de futurs cadres du développement, d'hommes et de femmes politiques en capacité de comprendre les évolutions de notre monde, d'influer sur son devenir et de pratiquer une éthique exigeante est plus que jamais une nécessité.

Enfin ces évolutions nous confirment aussi dans la nécessité pour le CIEDEL de se développer et de se rajeunir pour renforcer sa capacité à influencer sur les politiques et dynamiques de développement.

Ce sont ces chantiers que l'équipe du CIEDEL appuyée sur son Conseil d'Administration et ses membres va relever durant cette nouvelle année.



Centre International d'Etudes pour le Développement Local
10, place des Archives - 69288 LYON CEDEX 02 - tél +33 4 72 77 87 50
ciedel@univ-catholyon.fr - www.ciedel.org